

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
8 août 2012
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 8 août 2012, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Faisant suite à ma lettre datée du 25 mai 2012 (S/2012/366), concernant la carte présentée par le Président du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine, Thabo Mbeki, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une copie du rapport établi par le Bureau mixte de contrôle et de coordination de la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) contenant le procès-verbal de la cent trente-quatrième réunion de la Commission militaire mixte du cessez-le-feu, tenue les 24 et 25 janvier 2011 (voir annexe). Le rapport a été approuvé et signé par les représentants du Gouvernement soudanais et du Gouvernement sud-soudanais.

J'ai également l'honneur d'appeler l'attention des membres du Conseil sur le sous-titre figurant à la page 4 du rapport et concernant la présence de l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA) dans la zone de Kiir Adim/Bahr El Arab, rappel des faits et évaluation qui comprend notamment les points ci-après :

Rappel des faits

- Une plainte a été déposée le 21 décembre 2010 auprès du commandant de la Force par un haut responsable des Forces armées soudanaises membre de la Commission militaire mixte du cessez-le-feu.
- La plainte porte sur la présence de troupes du SPLA dans la zone de Bahar Kiir située à 30 kilomètres au nord de la ligne de démarcation établie le 1^{er} janvier 1956.
- La présence du SPLA à l'endroit indiqué a été vérifiée par l'équipe d'enquête de la Commission militaire le 1^{er} décembre 2010.

Évaluation

- Sur la base de la frontière actuellement contestée telle qu'elle est délimitée sur les cartes établies par l'ONU, la présence de troupes du SPLA a été constatée à 30 kilomètres au nord du Nord-Soudan.
- Cette présence constitue une violation flagrante de l'Accord de paix global.
- Il s'agit de l'une des zones frontalières contestées sur lesquelles la Commission technique spéciale des frontières devrait se prononcer.



Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(*Signé*) Daffa-Alla Elhag Ali **Osman**

**Annexe à la lettre datée du 8 août 2012 adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

MINUS

Bureau mixte de contrôle et de coordination

**Cent trente-quatrième réunion de la Commission militaire mixte
du cessez-le-feu (02-11) Décisions**

Dates	24-25 janvier 2011	Lieu	Khartoum (Soudan)
Heure	14 heures-15 heures		
Président	Général Moses Bisong Obi, général de division	Commandant de la force de la MINUS	
Membres du Parti	Forces armées soudanaises	Armée populaire de libération du Soudan	
	Colonel (psc) Mutasim Mohammed Jumaa Saleern	Général de brigade Majier Deng Kur	
	Colonel (psc) Jaafar Idris Mohammed Nasir	Général de brigade Mou Manasseh Malak	
	Colonel (psc) Tarek Abd El-Karem	Lt-Col Kuol Alor Kuol	
	Colonel (psc) Osman Mohammed Abdul Rahman		
Secrétaire	Col. Ingo Neumann	Chef d'état-major de la Commission militaire mixte du cessez-le-feu	
Compte rendu	Maj. Tor Sorensen	Officier d'état-major	
	Lt. (N) Eden Wong	Officier d'état-major	
Personnel du Bureau	Lt.-col Thomas Westerlund	Officier supérieur d'état- major	
	Lt.-col Navneet Dagar	Officier d'état-major	
	Sqn Ldr Riley Jeremy	Officier d'état-major	
	L.C. dr. Khan Shoyeb	Officier d'état-major chargé du Protocole	
	Maj. AR McLeod	Officier d'état-major	
Interprète	M. Kainan Jabir	Interprète/traducteur	
Présents	Col. Akol-À Adut	Police du Sud-Soudan	

Lt.-col Elmazeer Elmstak	Service national du renseignement et de la sécurité
Lt.-col Wisdom Etuk	Adjoint au commandant de la Force
Maj. AKM Rezaul Karim	Cellule de vérification
Maj. Tauqir Ali	Officier d'état-major en charge de l'information
Khalid Amir Elsayi	Spécialiste des questions politiques

Afin d'éviter toute erreur d'interprétation, la version en anglais du présent document est la version officielle et prime sur la version en arabe traduite par le traducteur du Bureau mixte de contrôle et de coordination. La présente version est la seule qui sera signée.

La réunion de la Commission militaire mixte du cessez-le-feu s'est tenue les 24 et 25 janvier 2011 à Khartoum (Soudan). Les questions ci-après ont été examinées.

Point	Ordre du jour	Présidence
1.	Introduction	Président
	<p>Le Président a déclaré ouverte la cent trente-quatrième réunion de la Commission militaire mixte du cessez-le-feu. Il a souhaité la bienvenue à tous les participants et s'est déclaré satisfait du référendum qui s'était dans l'ensemble déroulé dans le calme et avec très peu de problèmes. Il a également fait ses adieux à Jeremy Riley et au Lieutenant-commandant Khan Shoyeb. Il les a remercié pour leurs efforts inlassables au sein du Bureau mixte de contrôle et de coordination et leur a souhaité un bon retour dans leur pays. Il a remercié tous ceux qui avaient coopéré à la bonne tenue du référendum ainsi qu'aux précédentes réunions de la Commission militaire. Il espère que cet esprit de coopération subsistera.</p> <p>Un haut responsable du SPLA membre de la Commission militaire a salué tous les participants. Il estime que le référendum s'est bien déroulé et que le Soudan du Sud doit en tirer fierté. De nombreuses organisations ont coopéré à cet effet et il espère que l'annonce des résultats du référendum se fera également dans le calme. Il propose que la Commission se penche sur les questions qui devront être résolues à l'avenir et remercie ceux qui ont participé à ce processus au cours des cinq à six dernières années.</p> <p>Le haut responsable du SPLA membre de la Commission a remercié Allah et le Prophète. Il a salué tous les participants, que la paix soit avec eux. Il a souhaité un bon voyage de retour à ceux qui quittaient la mission et les a remerciés de leur travail au sein du Bureau mixte de contrôle et de coordination. La plupart des observateurs ne s'attendaient pas à ce que le référendum se déroule de manière aussi pacifique et il espère que le calme persistera dans tout le pays.</p>	

Le Président a distribué une copie des Accords de Kadugli aux deux parties.

2. **Examen du compte rendu de la précédente réunion de la Commission militaire mixte du cessez-le-feu**

A. La Commission militaire a adopté le compte rendu écrit de la cent trente-troisième réunion de la Commission militaire mixte du cessez-le-feu (01-11).

3. **Forces**

A. Redéploiement

Les forces armées soudanaises ont atteint l'objectif de 100 % et le SPLA 37,7 %. Les chiffres n'ont pas évolué depuis la dernière réunion mais les travaux se poursuivent.

4. **Activités de la Commission militaire mixte du cessez-le-feu**

A. Visites de la Commission militaire dans les zones sensibles

- Des visites ont été effectuées et planifiées mais elles ont été difficiles à programmer. Des visites d'urgence ont été effectuées. La persistance des incidents est une source d'inquiétude et justifie la nécessité de se rendre sur les lieux pour instaurer la confiance et apaiser les tensions.
- La cent trente-troisième réunion de la Commission militaire mixte du cessez-le-feu a décidé de réexaminer la question de ses visites lors de sa cent trente-quatrième réunion.

Le haut responsable du SPLA membre de la Commission militaire a déclaré qu'il ne voyait pas d'inconvénient à ce que la Commission se tienne prête à se rendre d'urgence dans divers endroits. Le haut responsable des Forces armées soudanaises et membre de la Commission a également donné son accord à cet égard.

Décision :

i. La Commission militaire mixte du cessez-le-feu a décidé de se tenir prête à se rendre d'urgence dans des zones sensibles en cas de besoin.

B. Renforcement présumé de la présence des Forces armées soudanaises dans les champs pétroliers de Diffra – Secteur VI

Rappel des faits :

- Informations faisant état d'une présence accrue présumée des Forces armées soudanaises se faisant passer pour des agents de police chargés de garder les champs pétrolifères.
- Toutes les demandes faites pour envoyer une mission de vérification de ces faits ont été rejetées par la police chargée de garder les champs pétrolifères. La cent trente-deuxième Réunion de la Commission militaire mixte du cessez-le-feu a décidé de renvoyer la question à la commission politique du cessez-le-feu pour s'assurer que les directives relatives à la sécurité dans les champs pétrolifères sont bien appliquées. En outre :

- La Commission militaire mixte a demandé au secteur VI d'effectuer une mission de surveillance des champs pétrolifères de Diffra afin de vérifier le système de sécurité en liaison avec le quartier général de la police à Higlig et de détecter la présence éventuelle de membres des Forces armées soudanaises parmi les forces de sécurité.
- La Commission militaire mixte a invité le haut responsable des Forces armées soudanaises membre de la Commission à faciliter la surveillance des champs pétrolifères de Diffra.

Mise à jour :

Le 22 novembre 2010, le secteur VI a adressé une requête au chef de la police chargé des champs pétrolifères à Higlig, lequel doit selon les renseignements communiqués transmettre la demande à ses supérieurs. Sans réponse à ce jour, la mission de vérification est toujours en attente.

La cent trente-troisième Réunion de la Commission militaire mixte du cessez-le-feu a décidé d'attendre que le secteur VI effectue sa mission de surveillance.

Conclusion :

- Tous les renseignements disponibles ont été consignés et préalablement transmis au CPC.
- Le statut de la police chargée de la surveillance des champs pétrolifères, leur autorité et leur hiérarchie relèvent tous du domaine civil.
- Il est très improbable qu'il soit possible d'effectuer une mission de vérification dans les champs pétrolifères de Diffra sans l'autorisation de la plus haute autorité civile.

Le Président a fait remarquer qu'il convenait de ne pas compliquer la question. Les Accords de Kadugli ont été signés par les deux parties au niveau politique. La MINUS et les unités mixtes intégrées y ont également participé. Il a ensuite suggéré que les deux parties devraient examiner la question à la lumière de l'Accord susmentionné.

Les deux parties sont convenues que la question susmentionnée devrait dorénavant être examinée à la lumière des Accords de Kadugli comme proposé par le Président.

Décision :

- ii. **La Commission militaire mixte du cessez-le-feu a décidé de renvoyer cette question au CPC pour de plus amples informations, avec la recommandation que celle des champs pétrolifères de Diffra soit examinée à la lumière des accords de Kadugli et de Fuluj.**

C. Présence de forces du SPLA dans la région de Kiir Adim/Bahar el Arab – Secteur II

Rappel des faits :

- Une plainte a été déposée le 21 décembre 2010 auprès du commandant de la Force par un haut responsable des Forces armées soudanaises membre de la Commission militaire mixte du cessez-le-feu.
- La plainte concerne la présence de troupes du SPLA dans la zone de Bahar Kiir, située à 30 kilomètres au nord de la ligne 1-1-56.
- La présence du SPLA à cet endroit a été vérifiée par l'équipe d'enquêteurs de la Commission le 1^{er} décembre 2010.

Évaluation :

- Compte tenu de la frontière actuelle telle qu'elle est délimitée sur les cartes établies par l'ONU, la présence de troupes du SPLA a été constatée à 30 kilomètres au nord du Nord-Soudan.
- Cette présence constitue une violation flagrante de l'Accord de paix global.
- Il s'agit de l'une des zones frontalières contestées sur lesquelles la Commission technique spéciale des frontières devrait se prononcer.

Le haut responsable du SPLA membre de la Commission militaire mixte du cessez-le-feu a indiqué que le dépôt de la plainte par les Forces armées soudanaises n'avait pas suivi la procédure normale et a demandé que celle-ci leur soit dûment signifiée pour qu'ils puissent l'examiner et y répondre d'ici à la prochaine réunion de la Commission. Le Président a déclaré que la lettre pouvait être communiquée, à titre exceptionnel, au haut responsable du SPLA membre de la Commission pour examen.

La cent trente-troisième Réunion de la Commission militaire mixte du cessez-le-feu a décidé de signifier la plainte au haut responsable du SPLA membre de la Commission et d'examiner la question lors de la prochaine réunion de la Commission militaire.

Le haut responsable du SPLA membre de la Commission a recommandé de soumettre la question à la Commission politique du cessez-le-feu pour informations complémentaires. Le haut responsable du SPLA a fait savoir que les troupes se trouvaient dans cette zone depuis 2005 et que si les forces du SPLA devaient se retirer de cette zone, il faudrait en faire de même pour toutes les zones contestées. Les travaux/conclusions de la Commission technique spéciale des frontières devraient permettre de résoudre cette question ainsi que celles concernant les autres zones frontalières contestées.

Le haut responsable des Forces armées soudanaises membre de la Commission a déclaré que cette zone se trouvait à 30 kilomètres au nord de la ligne 1-1-56. L'Accord de paix global est fondé sur les cartes établies par l'ONU et la présence de troupes du SPLA à Kiir Adim/Bahar el Arab constitue une violation flagrante de l'Accord de paix global. Il a également demandé au SPLA de retirer ses troupes de cette région. Ils sont convenus qu'il s'agissait de l'une des zones contestées sur lesquelles la Commission des frontières et la Commission politique du cessez-le-feu devraient se prononcer.

Le Président a souligné que cette question devrait être renvoyée à la Commission politique du cessez-le-feu et qu'il faudrait laisser la Commission des frontières achever ses travaux.

Décision :

iii. La Commission militaire mixte du cessez-le-feu a décidé de renvoyer cette question à la Commission politique du cessez-le-feu.

5. Nouvelles questions examinées par la Commission

A. Défaut de notification de mouvement de troupes par les Forces armées soudanaises – Secteur III

Rappel des faits :

- Le 5 janvier 2011, les Forces armées soudanaises ont envoyé un bataillon dans la zone de Haluf.
- Ce village est situé le long de la frontière contestée (1-1-56) dans la zone de Kaka, contestée par les deux parties.
- La Commission militaire mixte de zone s'est rendue sur place et a relevé des preuves faisant état de ces mouvements.

Évaluation :

- En l'absence d'une frontière clairement délimitée, la localisation de la zone de l'incident est une question de perception en fonction de chaque partie.
- Tant que la Commission technique spéciale des frontières n'a pas rendu ses conclusions et formulé ses recommandations, les deux parties doivent maintenir le statu quo.

Le Président a indiqué que cette question serait abordée dès que la Commission des frontières aurait achevé ses travaux.

Le haut responsable des Forces armées soudanaises membre de la Commission militaire mixte du cessez-le-feu s'est rangé à cet avis.

Décisions :

iv. La Commission militaire mixte du cessez-le-feu prend note du règlement de l'incident sur le terrain par la Commission militaire mixte de zone et salue les mesures prises par les Forces armées soudanaises.

v. La Commission militaire mixte du cessez-le-feu a décidé de clore l'affaire.

B. Achat d'hélicoptères par le SPLA – Secteur 1

Rappel des faits :

- Le 4 janvier une équipe militaire mixte a signalé la présence de huit hélicoptères à l'aéroport de Djouba.
- Le SPLA n'a pas notifié la MINUS de la présence de ces hélicoptères.

- Le membre représentant le SPLA à la Commission militaire mixte du cessez-le-feu a précisé qu'il s'agissait d'hélicoptères de transport et qu'ils ne seraient pas utilisés pour le combat.
- Toutefois, la Commission militaire mixte de zone a estimé qu'il s'agissait d'une violation de l'Accord de paix global (chap. 6, annexe 1, partie 1, par. 10.1.4) et a porté la question devant la Commission militaire mixte du cessez-le-feu.

Évaluation :

- Il est nécessaire de vérifier le type et l'usage de ces hélicoptères.

Les deux hauts représentants des Forces armées soudanaises et du SPLA auprès de la Commission militaire mixte du cessez-le-feu ont souscrit à cet avis.

Décision :

vi. La Commission militaire mixte du cessez-le-feu a décidé de demander au Bureau mixte de contrôle et de coordination de recueillir des informations plus détaillées à ce sujet.

6. Autres questions

A. Situation des observateurs nationaux

Lors de la cent trente-deuxième Réunion de la Commission militaire mixte du cessez-le-feu, le haut responsable du SPLA membre de la Commission a déclaré que 27 observateurs nationaux supplémentaires avaient été approuvés, mais qu'ils devaient encore être formés et recevoir leurs cartes d'identité MINUS. Il a demandé à la MINUS d'aider à la formation de ces observateurs nationaux ainsi qu'à l'obtention de leurs cartes d'identité. Le haut responsable des Forces armées soudanaises membre de la Commission militaire mixte du cessez-le-feu a indiqué que quatre observateurs nationaux supplémentaires avaient été nommés et qu'ils rejoindraient bientôt l'équipe.

À la cent trente-troisième Réunion de la Commission militaire mixte du cessez-le-feu, le haut responsable du SPLA membre de la Commission a souligné que le SPLA avait des officiers pour ces postes mais qu'ils devaient être formés par la MINUS. La Commission militaire mixte a décidé que les deux hauts responsables des Forces armées soudanaises et du SPLA membres de la Commission devraient continuer de faciliter le déploiement des observateurs nationaux dans les meilleurs délais.

Les hauts responsables des Forces armées soudanaises et du SPLA membres de la Commission ont donné leur accord.

Décisions :

vii. La Commission militaire mixte du cessez-le-feu a décidé que le haut responsable des Forces armées soudanaises et le haut responsable du SPLA membres de la Commission devraient continuer de faciliter le déploiement des observateurs nationaux dans les meilleurs délais.

7. Questions en souffrance et nouvelles questions

8. **Clôture de la réunion**

A. La Commission militaire mixte du cessez-le-feu a décidé que sa cent trente-cinquième réunion (03-11) se tiendrait les 7 et 8 février 2011 à Djouba.

B. La cent trente-quatrième Réunion de la Commission militaire mixte du cessez-le-feu a été close à 14 heures, le 25 janvier 2011.

Le Général,
Haut responsable des Forces armées soudanaises
et membre de la Commission militaire mixte du cessez-le-feu
(*Signé*) Mutasim Mohammed **Saleem**

Le Général,
Président de la Commission militaire mixte
du cessez-le-feu
(*Signé*) Moses Bisong **Obi**

Le Général de brigade,
Haut responsable du SPLA et membre de la Commission
militaire mixte du cessez-le-feu
(*Signé*) Majier Deng **Kur**
